

*Initiatives ministérielles*

de la petite entreprise. Tous les interlocuteurs se sont dits favorables à un recouvrement intégral des coûts.

Les petits entrepreneurs de Guelph—Wellington savent que, pour survivre en tant que nation, nous devons faire des choix. Ils m'ont dit que nous ne pouvions plus nous permettre les extravagances et les excès du passé. Ainsi qu'ils ont dû le faire dans leurs propres entreprises, ils m'ont demandé de travailler pour eux, de décider de ce qui est important pour nous et pour notre avenir et de me concentrer sur les moyens de redonner sa force à notre pays.

C'est ce qu'ils font tous les jours dans leurs entreprises et ils se réjouissent d'avoir un gouvernement fédéral qui, depuis le jour de son élection en octobre 1993, fait de même pour assurer un avenir solide à notre pays.

Dans le cadre de nos efforts, nous avons introduit un nouveau droit annuel d'administration de 1,25 p. 100 applicable au solde moyen impayé des prêts consentis au titre de la Loi sur les prêts aux petites entreprises après le 31 mars 1995. Nous avons aussi annoncé l'augmentation de 1,25 p. 100 du taux d'intérêt maximum qu'un prêteur peut faire payer en vertu du programme.

Le projet de loi C-99 prévoit aussi des changements qui permettront le recouvrement total des coûts et une meilleure administration du programme. Ces changements signifieront que la Loi sur les prêts aux petites entreprises sera mieux ciblée sur les petites entreprises qui ont vraiment besoin d'aide. Ils vont de pair avec nos efforts en vue d'améliorer l'accès des petites entreprises aux prêts des institutions financières. Si nous visons le recouvrement total des coûts, notre engagement consistant à assurer l'avenir de la petite entreprise au Canada reste le même.

Les petites entreprises reconnaissent que la coopération est nécessaire. Tous les jours, les dirigeants de petites entreprises de Guelph—Wellington comptent sur la distribution, les transports et les communications pour survivre. Ils m'ont demandé de transmettre un message à Ottawa, celui que le gouvernement, l'industrie et les syndicats collaborent pour faire le travail.

À Guelph—Wellington, nous savons qu'il est important d'écouter et de nous efforcer ensemble de bâtir une communauté plus solide. Cet été, Wendi Bacon, du Centre d'affaires de la Banque royale, m'a encore une fois fait rencontrer les dirigeants des institutions financières de ma circonscription. Nous avons discuté des préoccupations des dirigeants des petites entreprises, des frustrations qu'ils éprouvent lorsqu'ils veulent obtenir des capitaux et de leurs suggestions en vue de renforcer les liens entre eux et les banques.

Tout le monde a reconnu la nécessité de faire plus d'efforts. Cependant, cette réunion a été aussi une occasion d'examiner ce qui était arrivé ces deux dernières années et de constater que notre rencontre avait été assez fructueuse.

J'ai également eu la possibilité, cet été, de rencontrer des dirigeants de petites entreprises comme Phil Greenway, de Danby Products, et Dwayne Mott, de Orbex Computer Systems, qui m'ont rappelé qu'ils voulaient une réduction du déficit et qui ont demandé que le gouvernement fasse une planification soignée, mène des consultations intensives et agisse de façon responsable.

Des dirigeants comme Michael Henry, directeur général de la chambre de commerce de Guelph, Ralph MacDonald, de la Rockwood and Eramosa Township Business Association, et Mike Lazarakos, de l'association des petites entreprises de Guelph, réunissent à une même table les petites entreprises et le gouvernement pour trouver des solutions. Qui plus est, ils restent attentifs à leurs besoins mutuels pour pouvoir s'entraider et ainsi améliorer et renforcer les petites entreprises de Guelph—Wellington.

Les chefs de petites entreprises des quatre coins du Canada ont dit au gouvernement que la question la plus importante pour eux, en matière de prêt, c'est l'accès aux capitaux et non le coût du financement. Nous croyons que, en veillant à ce que le régime de la Loi sur les prêts aux petites entreprises s'autofinance, nous assurons aux petites entreprises qu'elles continueront à avoir accès aux capitaux.

• (1640)

Au cours des deux dernières années, j'ai assisté au lancement d'une nouvelle installation de Purolator, accueilli le ministre de l'Industrie quand il a visité les Skyjack et Linamar, accompagné le ministre de l'Agriculture dans sa visite de Semex, visité d'innombrables entreprises et félicité nos gens d'affaires pour leurs succès. La circonscription de Guelph—Wellington soutient ses entreprises et louange leurs succès.

En tant qu'ancienne dirigeante de petite entreprise, je comprends les frustrations des individus, des couples et des associés qui rêvent de s'établir à leur compte et qui travaillent fort pour y parvenir. Je comprends aussi le sentiment d'accomplissement des gens d'affaires qui ont réussi, car je sais combien c'est satisfaisant de posséder et d'exploiter une petite entreprise, et d'y travailler.

C'est une grande joie pour moi d'annoncer aux propriétaires de petites entreprises et à leurs gérants et employés que le gouvernement fédéral reconnaît qu'il doit assurer au secteur de la petite entreprise des conditions plus favorables à la création d'emplois et à la croissance.

Nous avons allégé les restrictions au commerce intérieur. Nous avons ainsi prouvé, à nous-mêmes et au reste du monde, que le fédéralisme fonctionne. Le retrait de ces barrières est une bonne nouvelle pour un bon nombre d'entreprises qui vendent des produits et des services dans d'autres régions du Canada. C'est une bonne nouvelle pour la brasserie Sleeman, qui sait que les régies des alcools des différentes provinces ont des politiques restrictives sur le choix de leurs produits. Mackinnon Transport a été heureuse de l'initiative, sachant bien que la réglementation sur les transports diffère d'une province à l'autre. Dans ma circonscription, D&J Construction y a vu de nouvelles possibilités, parce que les méthodes de construction diffèrent d'une province à l'autre. Trodat Canada, Clear Choice Manufacturing et Autospartes sont autant de sociétés qui m'avaient fait savoir que notre assortiment mal ficelé de différentes normes et lois provinciales était inacceptable pour elles et pour leurs employés.

Nous avons aussi ouvert la porte aux exportations. Le Canada est un grand pays exportateur. En établissant des partenariats avec les provinces et en formant l'Équipe Canada, nous avons conçu de nouveaux moyens de vendre le Canada au reste du monde.

Nipponia Export Limited, de Puslinch, est un exemple de cette forme de réussite. Au cours d'un récent voyage au Brésil, cette